

Les entreprises se font moins dures avec leurs fournisseurs

INDUSTRIE

Avec le retour de la croissance, sécuriser les approvisionnements devient de plus en plus important pour les acheteurs.

Le thème du made in France n'est plus forcément ringard pour le secteur privé.

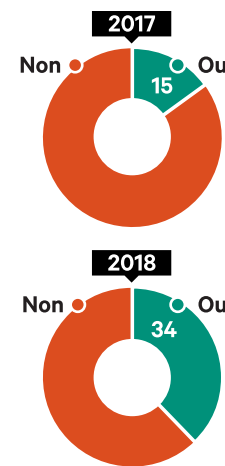
Emmanuel Grasland
@EGrasland

L'amélioration de la conjoncture commence à faire évoluer l'état d'esprit des acheteurs de France et de Navarre. Les objectifs de réduction des coûts ne sont plus autant la priorité des priorités, indique une étude réalisée par AgileBuyer et le Conseil national des achats (CNA) auprès de 628 professionnels. Seulement 72 % des personnes interrogées jugent qu'il s'agira du premier objectif des directions des achats pour 2018. Un chiffre en baisse de 10 points par rapport à l'an dernier, qui n'avait plus été atteint depuis 2013.

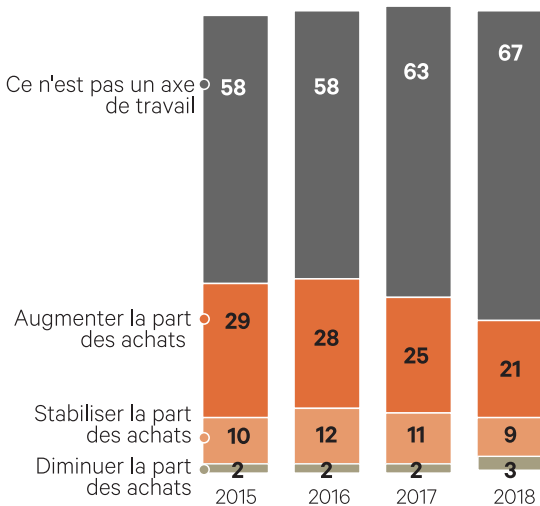
Les perspectives de croissance (+0,5 % au premier trimestre et +0,4 % au deuxième, selon l'Insee),

Les pays à bas coûts ont moins la cote

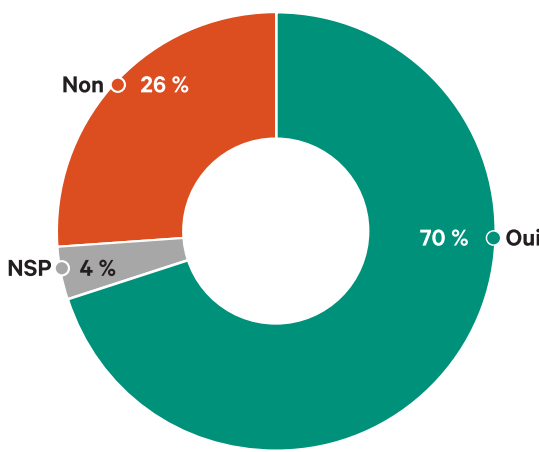
« Votre entreprise suit-elle le pourcentage d'achat made in France », en %



« Quel est votre objectif en matière d'achats dans les pays à bas coûts en 2018 ? » en %



« La continuité et la sécurisation de vos achats et approvisionnements sont-elles des préoccupations plus importantes en 2018 qu'en 2017 ? »



« LES ECHOS » / SOURCE : ETUDE RÉALISÉE PAR AGILEBUYER-CNA ENTRE LE 22 NOVEMBRE ET LE 4 DÉCEMBRE AUPRÈS DE 628 PROFESSIONNELS DES ACHATS

des carnets de commandes bien garnis et des délais de livraison qui grimpent ont visiblement changé la donne. « L'une des principales craintes des directions d'achats est de ne pas être livré en temps et en heure, à la qualité attendue. On est passé d'un objectif absolu de réduction des coûts à une volonté de tout faire pour limiter le risque fournisseur et éviter de pénaliser la croissance », explique Olivier Wajnsztock, directeur asso-

cié chez AgileBuyer. Si les recours à l'intérim et aux heures supplémentaires augmentent, le taux d'accumulation des arriérés de production de l'industrie manufacturière a atteint en décembre son plus haut niveau depuis novembre 2006, selon le cabinet Markit.

Une « calinothérapie » ?

Pour 70 % des responsables interro- gés, la sécurisation des achats et des

approvisionnements sera donc une préoccupation plus importante en 2018. D'où une forme de « calinothérapie » de la part de certains donneurs d'ordres. 69 % des professionnels des achats déclarent désormais avoir le respect des délais de paiement des fournisseurs dans leurs objectifs pour 2018. Un chiffre en hausse de 13 points par rapport à 2015... La réduction du nombre de fournis-

seurs n'est plus un objectif que pour 47 % des personnes interrogées, contre 54 % en 2017 et 57 % en 2016.

Les grands donneurs d'ordres déclarent aussi prendre des gants avec les start-up. « Ces dernières années, les grandes entreprises ont connu des échecs avec les start-up. Elles ont donc cherché à s'adapter, en mettant par exemple en place des contrats simplifiés », indique Olivier Wajnsztock, directeur associé chez

AgileBuyer. Elles utilisent aussi des acheteurs dédiés ou réalisent des conventions fournisseurs « façon speed dating ». La banque, l'assurance ou les médias sont les plus avancés en la matière.

Prises de positions politiques

Autre évolution clef, l'accueil réservé au made in France. Une notion souvent considérée comme totalement « ringarde » par les acheteurs « B to B » du secteur privé. Pour la première fois, le pourcentage des achats made in France est désormais suivi par une part significative des entreprises privées (34 %) en plus du secteur public (42 %) « C'est un virage pour un secteur longtemps resté insensible à cette idée », rappelle Olivier Wajnsztock. Et ce, même si les entreprises allemandes vont beaucoup plus loin en la matière. A quoi tient ce changement ? L'attrait des pays à bas coûts a visiblement diminué avec les hausses des salaires locaux. Les prises de positions politiques perfusent aussi peut-être un peu.

Reste que les secteurs affichent une ouverture très disparate au concept. L'agroalimentaire, la restauration, l'automobile, l'aéronautique ou le transport y voient surtout plus de contraintes alors que la banque, l'assurance, la chimie, le plastique ou l'ingénierie apparaissent plus ouverts. ■

L'industrie allemande plébiscite le made in Germany

Depuis 2011, la part des composants importés dans l'industrie nationale ne grimpe plus.

Pauline Houédé
@Pauline_H
— Correspondante à Berlin

En Allemagne, la coopération étroite entre industriels et sous-traitants participe au succès du made in Germany, notamment à l'étranger.

« Les équipementiers ne fabriquent pas seulement des pièces de production, ils participent aussi à la recherche et développement du constructeur, à l'image de ce que fait Bosch pour Daimler dans le secteur automobile », rappelle Steffen Kinkel, professeur d'informatique de gestion à l'université de Karlsruhe. Et quand un industriel part à l'assaut du marché chinois ou brésilien, il embarque dans ses valises ses fournisseurs made in Germany. Ainsi,

dans l'automobile, lorsque BMW, Daimler ou VW s'installent dans un pays, les grands équipementiers nationaux Bosch, Continental et ZF suivent bien souvent le mouvement... entraînant à leur suite leurs propres fournisseurs allemands.

Première Ligue

Pourquoi une telle coopération ? « Les produits allemands ont un positionnement technologique élevé. Les clients et fournisseurs allemands

jouent ensemble en Première Ligue et sont fréquemment actifs ensemble sur les marchés étrangers », répond Hartmut Rauert, directeur adjoint de la Fédération allemande de la machine-outil (VDMA), tandis que Steffen Kinkel rappelle qu'une langue commune facilite leur coordination. « En Allemagne, les entreprises préfèrent souvent avoir recours à des fournisseurs allemands. Cette préférence pour des fournisseurs locaux ou nationaux est beaucoup plus forte

qu'en France », indique Olivier Wajnsztock, directeur associé du cabinet AgileBuyer. Outre cette tradition de coopération, les industriels allemands tendent ces dernières années à privilégier le local, souligne Steffen Kinkel, auteur d'une étude sur la question parue en 2016. « Depuis 2011, la part des composants importés dans l'industrie allemande ne grimpe plus. Il y a davantage d'approvisionnement local et moins d'approvisionnement mondial »,

résume-t-il. Ce retour au local, après une vague d'achats en Europe de l'Est ou en Asie, concerne surtout les productions les plus complexes, comme les systèmes de portes ou l'électronique dans l'automobile... Des domaines où les sous-traitants étrangers ne sont pas toujours jugés suffisamment qualifiés ou flexibles. Cette relation de confiance ne gomme toutefois pas les rapports de force qui subsistent au sein de la branche, nuance Steffen Kinkel. ■

en bref

Solaire : nouvelle baisse des prix pour les installations sur les bâtiments

ÉNERGIE Le ministère de la Transition écologique et solidaire a annoncé lundi que 283 projets d'installations solaires sur bâtiment étaient lauréats de la dernière tranche de 150 mégawatts (MW) allouée dans le cadre de l'appel d'offres global de 1.450 MW lancé en 2016. « La baisse des prix proposés par les lauréats de cet appel d'offres se poursuit », indique le ministère, avec un prix moyen proposé de 85 euros par mégawattheure (MWh), en baisse de 9 % par rapport à la période précédente. Près de 40 % des lauréats auront recours à l'investissement participatif, ce qui leur permet de bénéficier d'une prime de 3 euros/MWh. La prochaine période de l'appel d'offres portera sur 200 MW, « conformément à l'augmentation de 1 GW/an (passant de 1,5 GW à 2,5 GW) » annoncée en décembre, précise le ministère.

EDF : deux autres réacteurs concernés par un risque en cas de fort séisme



ÉNERGIE EDF a annoncé lundi que deux réacteurs nucléaires supplémentaires, situés à la centrale du Bugey (Ain), ont été concernés par une anomalie sur la tenue au séisme des équipements électriques de secours, précisant toutefois que le problème avait été corrigé. L'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) avait fait état en juin d'un incident de niveau 2 (sur 7) pour 20 réacteurs de 1.300 mégawatts (MW). EDF avait dit en octobre que quatre 900 MW étaient aussi concernés.

Vous souhaitez découvrir un

patrimoine unique

Faites l'expérience d'une

métropole d'exception

RDV le 08 janvier sur www.nosambitions2018.fr